

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 14 janvier 2026

Nos réf. : SAU/TA/MI n° 26 – 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LISI BAR-SUR-AUBE - AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS

36 avenue du Général Leclerc
10200 BAR-SUR-AUBE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 novembre 2025 dans l'établissement LISI BAR-SUR-AUBE - AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS implanté 36 avenue du Général Leclerc, 10200 BAR-SUR-AUBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été menée dans le cadre de la présentation du projet de création d'un atelier de découpe plasma et de la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI BAR-SUR-AUBE - AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS
- 36 avenue du Général Leclerc - 10200 BAR-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005701929
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LISI Aérospace est un groupe industriel, spécialisé dans la fabrication de solutions d'assemblage et de composants à forte valeur ajoutée pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et du médical. LISI Aérospace regroupe 5 504 employés et dispose de trois implantations dans l'Aube et la Haute-Marne : BAR-SUR-AUBE, BOLOGNE et CHAUMONT. Le site de BAR-SUR-AUBE est dédié aux activités de forge, de traitement de surface, de trempe et de finition.

L'exploitation de l'installation est encadrée par :

- l'arrêté préfectoral n°06-4556 du 26 octobre 2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014335-0005 du 01 décembre 2014,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2024191-0001 du 09 juillet 2024,

Le site de BAR-SUR-AUBE emploie près de 330 personnes en 3 x 8 h en production.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Eaux d'infiltrations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 3	Sans objet
2	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 7	Sans objet
3	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 8	Sans objet
4	Eaux d'infiltrations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 5	Sans objet
6	Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2006, article 8.2.7.1	Sans objet
8	Air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis un contrôle inopiné réalisé les 07 et 08 novembre 2019, les eaux pluviales infiltrées n'ont pas fait l'objet d'une analyse, en application de l'article 29 sur les paramètres désignés à l'article 33 du même arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique).

L'inspection des installations classées demande la réalisation de cette analyse. par ailleurs l'inspection des installations classées demande la fourniture du plan d'action de levée des anomalies relevées par le bureau de contrôle lors de sa visite de contrôle des installations électriques du 24 au 26 mai 2025.

L'exploitant ne déclare pas sous GIDAF les résultats des analyses de suivi de ses rejets dans les eaux superficielles et souterraines car il ne disposait pas de droit d'accès. Ces droits ont été ouverts début janvier 2026, afin qu'il puisse déclarer les résultats de suivi de son autosurveillance. L'inspection a constaté un site bien ordonné et propre.

L'inspection des installations classées prévoit une nouvelle visite de l'établissement dans le premier semestre afin de constater la mise en œuvre des actions par l'exploitant afin de répondre aux écarts constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regard, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a pu mettre à la disposition de l'inspection des installations classées le plan des réseaux. L'inspection des installations classées a réaffirmé la nécessité de mettre à la disposition des services de secours le plan des réseaux en format papiers lisible, disponible au poste de garde et d'accueil et de veiller à sa mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral n° 06-4556 du 26 octobre 2006 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimales et maximales permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie,
- de deux réserves d'eau ; la première de 400 m³ sur le parking et la seconde de 300 m³, partagée avec le centre Leclerc, à proximité des réserves d'eau, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours,
- de deux motopompes autonomes de 340 m³/h au droit du poste de relevage permettant un fonctionnement même en cas de rupture de courant du fait d'un incendie sur le site.

Ces trois types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. L'exploitant doit s'assurer de leur disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant :

- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

- d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie ;

e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre

<p>l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni par courriel du 14 novembre 2025 le rapport de contrôle de l'installation de détection et d'alarme incendie. La visite a permis de vérifier la disponibilité des extincteurs et des RIA dans les locaux. La réserve incendie de 400 m³ dispose de 2 poteaux incendie, néanmoins l'espace d'accès devant ces derniers était en partie occupé par du stockage. L'inspection des installations classées a demandé la libération de l'espace et d'en interdire un emploi par un marquage au sol permettant au véhicules des services incendie de manœuvrer sans contrainte. Postérieurement à la visite, l'exploitant a libéré l'espace et transmis une photographie pour preuve. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.7.8 de l'arrêté préfectoral n° 06-4556 du 26 octobre 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement de 815 m³. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés sans analyse de la qualité des eaux et accord préalable de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police de l'eau. Selon leur qualité, les eaux recueillies dans ce bassin seront éliminées comme les déchets. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement est opérationnel. Deux pompes autonomes permettent le transfert des eaux d'extinction ou de déversement dans le bassin de confinement. Les deux pompes sont régulièrement entretenues, l'exploitant ayant fourni le dernier rapport d'entretien des pompes et la fiche reflex de maintenance opérationnelle des pompes (cycle de contrôle démarrage, etc). L'exploitant n'a pas transmis la fiche « réflexe » d'obturation du bassin de confinement dans le délai de rédaction du présent rapport mais a déclaré en posséder une qui sera transmise à</p>

l'inspection à réception du présent rapport.
Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux d'infiltrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, niveaux de rejets

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux d'infiltrations respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et la quantité des eaux visés dans le SDAGE

Matières en suspension totales	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

Constats :

Les analyses transmises par l'exploitant sont réalisées annuellement sur les eaux rejetées dans le bassin d'infiltration et respectent les valeurs limites sur les 3 paramètres MES, DCO et Hydrocarbures totaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux d'infiltrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux d'infiltration

Prescription contrôlée :

[...]

"les eaux d'infiltration font l'objet d'une analyse annuelle justifiant de leur compatibilité avec l'état de la masse d'eau."

Constats :

L'exploitant fait réaliser annuellement une analyse des eaux pluviales sur les paramètres MES, DCO et Hydrocarbures, aucun autre paramètre n'est vérifié.

Les analyses n'ont pas pris en compte les paramètres énumérés à l'article 33 de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique). Les derniers résultats datant de novembre 2019 sont issus d'un contrôle inopiné.

L'inspection des installations classées constate par ailleurs que le réseau d'eaux pluviales conformément au dernier "porter à connaissance" de juin 2022 reçoit :

- les eaux de sur-verses des bacs de trempe à l'eau des alliages d'aluminium après traitement thermique,
- les purges ponctuelles pour maintenance des systèmes de refroidissement par aéroréfrigérants,
- les eaux issues du traitement par floculation des condensats.

Le plan des réseau montre également un réseau tentaculaire d'eaux pluviales sur l'ensemble de l'installation vecteur potentiel de pollution accidentelle.

Ces différents constats nécessitent la mise en œuvre d'analyses sur les paramètres non vérifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de réaliser une analyse des eaux pluviales conformément aux prescriptions du présent article et des articles 29 et 33 de l'AMPG du 2 février 1998 avec un prélèvement par temps de pluie et sur 24 heures en entrée du bassin d'infiltration. Les résultats de cette analyse seront publiés sur GIDAF. A ce titre, il est fermement rappelé que l'infiltration d'eaux s'apparentant à des eaux de process est une dérogation locale accordée à l'exploitant (arrêté ministériel du 10 juillet 1990) et nécessite de la part de l'exploitant un suivi strict des prescriptions réglementaires, aux risques que la dérogation accordée soit réévaluée avec une interdiction de poursuivre cette modalité de gestion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2006, article 8.2.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- un puits de contrôle en amont.

La localisation de ces puits est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées. Deux fois par an (en période de base et hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits. Des analyses doivent être effectuées sur ces prélèvements selon le programme suivant :

Paramètres	Méthodesd'analyse
Température	
PH	NFT 90 008
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114
Cadmium	ISO 11 885 ou NFT 90 112
Chrome <u>total</u>	ISO 11 885 ou NFT 90 112
Etain	ISO 11 885 ou NFT 90 119
Cuivre	ISO 11885 ou FDT90 022
Nickel	ISO 11885 ou FDT90 112
Plomb	ISO 11885 ou FNT90 027
Zinc	ISO 11885 ou FDT 90 112
Antimoine	
Titane	
Aluminium	ISO 11 885 ou NFT 90 119
Fluorures	NFT 90 004
Métaux totaux	NFT 9 112
PCB	

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le plan d'implantation des deux puits amont et aval de contrôle de la qualité des eaux souterraines. L'inspection des installations classées valide l'implantation de ces deux puits. Les analyses réalisées en 2025 en période de basses et hautes eaux montrent une absence de dépassement des VLE.</p> <p>L'exploitant ne déclare pas sous GIDAF les résultats de ces analyses semestrielles. L'exploitant explique avoir tenté de les déclarer sans succès.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est créé sous GIDAF mais qu'il ne disposait plus des droits d'accès. L'inspection des installations classées a rétabli un droit d'accès à l'exploitant afin qu'il puisse faire les déclarations des résultats de son autosurveillance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant ces obligations en terme de déclaration des résultats de la surveillance des eaux souterraines et superficielles en renseignant le site GIDAF avec les données de 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>« III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôle des installations électriques de 2024 et 2025 et de détection de points chauds de l'année 2024, ceux de 2025 n'ayant pas été encore réalisés mais en cours de commande.</p> <p>Les rapports transmis font état d'anomalies, dont certaines sont anciennes. L'exploitant n'a pas fait état des suites qu'il a donné notamment la mise en œuvre d'un plan d'action permettant la levée de ces anomalies.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer les éléments de mise en œuvre d'un plan d'action levant les anomalies prioritaires.</p> <p>L'inspection des installations classées contrôlera de nouveau ce point lors d'une prochaine visite en 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57</p>														
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air</p>														
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <p>L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>POLLUANT</th> <th>REJET DIRECT (en mg/m³)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Acidité totale exprimée en H</td> <td>0,5</td> </tr> <tr> <td>HF, exprimé en F</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>Cr total</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Cr VI</td> <td>0,1</td> </tr> <tr> <td>Ni</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>CN</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>	POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)	Acidité totale exprimée en H	0,5	HF, exprimé en F	2	Cr total	1	Cr VI	0,1	Ni	5	CN	1
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)													
Acidité totale exprimée en H	0,5													
HF, exprimé en F	2													
Cr total	1													
Cr VI	0,1													
Ni	5													
CN	1													

Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Constats :

L'exploitant a transmis le dernier rapport annuel d'analyse des rejets atmosphériques de 2024. Les paramètres analysés sont tous conformes aux valeurs limites d'émission (VLE).

Type de suites proposées : Sans suite